

18 février 2005

L'UFP, parti des urnes ou parti de la rue ?



Affirmer qu'il y a une obligation de résultat à fusionner avec Option citoyenne c'est affirmer que l'organisation est tout, que l'orientation politique n'est rien. À cet égard, le PT brésilien est un immense succès organisationnel... et une catastrophe politique. C'est donc dire que la tactique de construction d'un parti de masse de gauche ne peut faire fi ni de la plate-forme ni du type de parti à construire. Le secret de l'alchimie combinant tous ces éléments se trouve dans la méthode pour arriver à l'unité. Car un parti de masse de gauche reste essentiel pour vaincre le néolibéralisme et le fédéralisme comme en témoigne l'échec du grand soulèvement argentin gangrené par une pléthore de petits partis sectaires incapables de se poser en direction politique pour favoriser le pouvoir du peuple travailleur.

Vers 1905 puis vers 1945, un parti de gauche de masse a paru vouloir naître au Québec. À chaque fois un député fut élu. Puis ce fut la disparition dans les notes en bas de page de l'histoire du Québec. La tentative du Parti socialiste du Québec au début des années 60 n'atteignit même pas cet humble niveau. On ne peut expliquer ces échecs simplement par les attaques de la droite. À chaque fois, aux coups de boutoir et aux pressions gouvernementales, les directions plièrent l'échine au lieu de répondre par la mobilisation.

En terme de développement, l'UFP est en ce moment quelque part entre le PSQ des années 60 et les deux expériences précédentes. Cette chance historique est trop importante pour la gâcher. Pour cela, il faut maintenir le cap à gauche, c'est-à-dire sur la mobilisation contrôlée par la base autour d'une plate-forme d'urgence sociale.

Pour aller à l'essentiel, l'UFP a été fondée sur la base d'une rupture avec les trois partis néolibéraux présents à l'Assemblée Nationale. Cette rupture comporte trois volets : une plate-forme antinéo-libérale — ce qui inclut l'indépendantisme comme seule réponse historique conséquente face à l'oppression nationale — un parti « *des urnes et de la rue* » et un rejet du culte de la personnalité garanti par une « *direction collégiale* ».

Cette rupture est par définition incomplète. En effet, l'anti-néolibéralisme reste un capitalisme redistributif, écologique et féministe donc une contradiction dans les termes. On ne sait trop si c'est la rue qui guidera les urnes, imposant une dynamique démocratique de mobilisation, ou les urnes, imposant une dynamique électoraliste de discours unidimensionnel réduisant le parti à une « machine » contrôlée par le haut. Rien ne dit non plus si la direction collégiale ne sera pas un verticalisme collectif se substituant au verticalisme de la chefferie.

Ce modèle instable de parti n'est pas viable à long terme. Il n'est qu'un modèle transitoire qui doit évoluer soit à gauche vers un parti anticapitaliste de lutte de classe basé sur la démocratie participative soit à droite vers un parti sociallibéral électoraliste dirigé par une vedette reconnue médiatiquement. Tout est donc une question de dynamique. Or la dynamique qui prévaut depuis la fondation de l'UFP tangue vers la droite même si l'UFP est toujours ancrée à gauche. L'aspect le plus préoccupant et déterminant en est la tendance à la liquidation du parti de la rue, c'est-à-dire de la mobilisation du parti, elle-même liée au ratatinement graduel de la démocratie interne.

Au cœur d'un parti de la rue : les campagnes

Le Conseil de l'Union de la rentrée, en septembre, avait décidé de trois campagnes, l'une portant sur la Constituante comme stratégie indépendantiste alternative à l'étapisme péquiste, l'autre sur la nécessité d'une grève générale de 24 heures tendant vers la grève générale pour contrer les contre-réformes du PLQ tacitement et parfois ouvertement appuyées par le PQ, et une dernière portant sur la politique de l'eau comme porte d'entrée à la critique des PPP sur une base écologique. Ces propositions de campagne visaient dans le mil tant stratégiquement que conjoncturellement. Aucune n'a cependant été sérieusement mise en branle. L'essentiel des énergies disponibles a été investi sur la question d'Option citoyenne.

L'exception est la campagne médiatique sur la proportionnelle, campagne fort réussie qui cependant ne mobilise qu'un noyau de quelques personnes, qui porte sur une modalité électorale, même si elle est conjoncturellement très pertinente, ne concernant que la couche la plus politisée. Toutefois, la médiatisation croissante de la proportionnelle crée graduellement les conditions d'une mobilisation, sans doute modeste mais significative, le moment venu du débat en chambre surtout que pour l'instant les argumentaires paraissent épuisés de part et d'autre.

Une campagne doit en effet mobiliser l'ensemble du parti en plus de porter sur une proposition par laquelle la majorité du peuple travailleur se sent interpellée tout en s'insérant dans la conjoncture. La campagne médiatique sur la proportionnelle ne remplit pas les deux premières conditions. En soi, la présence aux manifs avec bannière et tract n'est pas non plus une campagne à moins de s'insérer comme tactique dans un plan d'ensemble. Une campagne, en effet, signifie une panoplie de moyens articulés entre eux par un plan coordonné par une équipe de direction — par exemple le CU de septembre avait voté un comité syndical/populaire pour coordonner la campagne sur la grève générale — dont le but est de donner l'initiative politique au parti.

Le processus de fusion avec Option citoyenne serait-il une campagne qui ne dit pas son nom ? Ce processus aurait certes pu mobiliser tout le parti si la proposition de fusion par le bas faite par l'UFP-Outaouais — sur le modèle du processus de fusion ayant abouti à la fondation de l'UFP — avait été adoptée par le CU de décembre. Le modèle vertical traditionnel adopté par le CU ne mobilisera que l'exécutif national, si ce n'est qu'une minorité de celui-ci, réduisant l'ensemble du parti à (dés)approuver chaque étape après coup. La procédure votée par le CU de décembre est même

moins démocratique que celle décidée par Option citoyenne qui prévoit au moins un processus de va-et-vient avec les régions.

On est ici très loin de la démocratie participative prônée dans la plate-forme de l'UFP et absolument nécessaire si on veut rallier au parti les militantes et militants du mouvement altermondialiste. S'imagine-t-on rallier en masse à un parti fonctionnant verticalement et qui en plus ne mobilise pas ses membres dans des campagnes ? Ce n'est pas une campagne semi-commerciale de recrutement qui palliera à cette faille ni non plus l'admonestation des militants et militantes à la base pour recruter des membres et ramasser des fonds.

Cependant, même sur le mode de la démocratie participative, le processus de fusion avec OC ne saurait se substituer à une campagne politique. En effet, comme la campagne médiatique sur la proportionnelle, le processus de fusion avec OC ne concerne que la couche la plus politisée. Une campagne, pour soulever l'intérêt de la plus grande partie du peuple travailleur doit plutôt s'inscrire dans les luttes sociales de l'heure, les plus cruciales d'entre elles, dans la perspective de proposition d'une voie stratégique pour rompre avec le néolibéralisme guerrier encadré par le fédéralisme canadien.

Une campagne, bien sûr, peut employer diverses tactiques pour faciliter la percée de la chape de plomb des contre-réformes néolibérales par l'intermédiaire d'un thème mobilisateur ou par la mobilisation ponctuelle autour d'événements conjoncturels, par exemple l'eau ou le soutien aux grévistes de la SAQ. Ces tactiques permettent de pénétrer plus facilement au cœur des contre-réformes, par exemple les PPP. Cependant, la partie doit alors mener à la compréhension et à la mobilisation contre le tout, soit les contre-réformes néolibérales dont les privatisations sous toutes ses formes. Autrement, on ne peut pas aboutir à une compréhension d'ensemble de la situation et donc à une politique alternative, ce qui est le propre d'un parti politique. Sans compter que des campagnes purement tactiques laissent les forces néolibérales jouer le jeu des vases communicants en jetant du lest sur un front trop contesté, parfois créé sciemment dans ce but — par exemple le développement durable à la PLQ — afin d'en investir un autre laissé dégarni, souvent plus crucial — par exemple la grève de la SAQ ou la répression des cols bleus de Montréal.

Le communiqué de presse du 17 décembre des porte-parole de l'UFP en appui aux grévistes de la SAQ, même sur le tard et quasi imposé par la base, soulève certes les points pertinents y compris les PPP. Cependant, aucun lien n'est fait avec la riposte contre les contre-réformes Charest alors que cette grève est manifestement une avant-première à l'affrontement qui se prépare dans la fonction et les services publics. Ce communiqué aurait pu être l'occasion de rappeler la nécessité d'une solidarité syndicale militante d'au moins tous les employéEs de l'État québécois y compris une grève générale de 24 heures. Quant au piquetage de solidarité de l'UFP/OC du 2 février — mieux valait tard que jamais — une fois que la CSN eut récupéré le syndicat aux abois le quel elle soutient en paroles mais sans campagne sauf une collecte de fonds, par un prêt mais sans accès au fonds commun de grève, par un encadrement technique favorisant en priorité le retour à la paix sociale sous contrainte de ne pas perdre la face, l'UFP a plutôt fait queue de veau que fer de lance.

Manifestement, la direction de l'UFP ne situe pas la grève de la SAQ, ni d'ailleurs les reculs imposés aux cols bleus de Montréal dont elle ne dit mot, dans le cadre de la campagne pour la grève générale. Il est difficile de ne pas conclure que cette campagne pourtant dûment votée a été tablettée par l'exécutif national de l'UFP. On voit ici se conjuguer une tendance à la liquidation du parti de la rue et l'apparition du verticalisme bureaucratique. Est-ce parce que l'exécutif se refuse à toute critique des directions syndicales qui ont effectivement abandonné la perspective d'une grève générale de 24 heures malgré de clairs mandats de leurs bases à cet effet ? Est-ce parce que la direction de l'UFP abandonne d'emblée aux directions syndicales le terrain des luttes socio-économiques malgré leur orientation sociale-libérale de réforme des pactes de libre-échange et de concertation de classe ?

Pour une plate-forme d'urgence sociale

On note d'ailleurs que le dernier congrès de l'UFP a mis une dose d'eau sociale-libérale dans le vin antinéo-libéral de la plate-forme de l'UFP. S'est en effet ajoutée à la plate-forme une série de nouveaux points qui loin d'être des engagements clairs et précis facilement testables propres à une plate-forme de lutte sociale sont soit des orientations générales, soit des principes généraux ou particuliers, soit des proclamations de chartes ou l'équivalent ou soit des mesures administratives. La plate-forme en est rendue difficilement lisible et certainement peu mobilisatrice. Tellement que ce même congrès a jugé bon d'y adjoindre un manifeste-préambule plus mobilisateur — et disponible pour distribution alors que la plate-forme ne l'est plus — comme il sied à ce genre de document qui peut être radical sans engager concrètement à quoi que ce soit.

Certes, manifeste et déclaration de principes ont un rôle utile à jouer en ce qu'ils donnent l'orientation générale et le cadre principiel. Cependant, en aucun cas ils ne sauraient remplacer sur une plate-forme d'urgence sociale qui reste le document fondamental de tout parti sérieux car c'est ce document qui contient les engagements du parti eu égard aux besoins sociaux de l'heure tels qu'exprimés par les revendications et les luttes sociales. Quant à faire un programme détaillé de gouvernement, comme parfois tend la plate-forme, c'est non seulement quelque peu prétentieux mais c'est surtout une erreur politique.

Le programme sera l'œuvre du peuple travailleur mobilisé qui l'élaborera au fur et à mesure du développement en largeur et en profondeur de sa mobilisation. Il n'a pas à être élaboré en serre chaude par une Commission politique déconnectée des luttes. Il pourrait l'être, cependant, par des commissions ou comités sectoriels (ex. femme, étudiant, syndical, international...) regroupant militants et militantes les plus concernés et qui sont l'interface entre le parti et les luttes sociales. Par exemple, la Commission femme est à élaborer un chapitre sur la politique familiale, une préoccupation majeure des mouvements femme et syndical et aussi une priorité du gouvernement du Québec.

La tâche de l'UFP est d'élaborer une plate-forme de combat accompagnée d'un plan d'action qui trace la voie à cette mobilisation et qui est proposé au peuple travailleur par les campagnes du parti. Parmi ces campagnes, les campagnes électorales sont unes parmi les autres même si on peut sans doute les considérer plus égales que les

autres étant donné leur importance institutionnelle et leur caractère général. En ce sens le parti des urnes doit être encadré par le parti de la rue.

C'est cette insertion dans les luttes sociales qui à la longue lui assurera la confiance et le respect des militantes et militants indépendamment des résultats électoraux qui dépendent la plupart du temps de bien d'autres facteurs que les liens du parti au peuple travailleur. Pensons, par exemple, à « *la politique du moins pire* » surtout dans un système uninominal à un tour, à tout un ensemble de dépendances institutionnelles et financières et, *last but not the least*, aux impératifs immédiats et terre-à-terre de la lutte individuelle pour la survie et celle pour la reconnaissance sociale.

Il faut en finir avec cette conception électoraliste d'un parti qui prend le pouvoir par les urnes et puis qui instaure par le haut son programme. Une telle démarche ne peut mener qu'à une plate-forme centriste. Car comment, dans le cadre d'un système néolibéral, obtenir la majorité électorale sans accommoder directement ou indirectement les puissances de l'Argent et des sycophantes monopoles médiatiques ? La seule antidote au piège électoraliste centriste qui au bout du compte mène à un pouvoir de droite ou le consolide, en tombant dans le piège de l'alternance, reste la combinaison gagnante parti de la rue / plate-forme d'urgence sociale / démocratie participative.

L'implantation d'un processus de démocratie participative conduit d'ailleurs à une plate-forme de combat car elle émane des militantes et militants liés peu ou prou aux luttes sociales et de là au parti de la rue. Pour qu'au dernier congrès la plate-forme commence à prendre une coloration sociale-libérale, il a fallu que l'exécutif de l'UFP, aidé de sa Commission politique maintenant officiellement inclus dans les structures du parti, noie de ses propositions les apports de la base du parti. Pour être certain du succès de cette tactique, le comité de la plate-forme, qui lui était très lié, a « *recommandé* » la plupart des propositions venant du haut du parti mais non celles, moins nombreuses, venant d'en bas.

Heureusement, la base a quand même réussi, s'appuyant sur la lutte exemplaire des travailleurs de l'ALCAN, à introduire dans la plate forme non seulement le principe de la nationalisation mais concrètement l'engagement de la nationalisation des centrales hydroélectriques privées. Plus tard, lors de la partie du CU de septembre devant achever la tâche du congrès, les déléguées ont aussi réussi à renforcer la revendication stratégique de l'indépendance en en faisant le deuxième paragraphe de la plate-forme. Ainsi la base du parti a-t-elle pu partiellement annuler le bureaucratisme naissant de la direction. La tendance à la subordination de la pratique du parti de la rue à l'électoralisme mène à l'affaiblissement du caractère anti-néolibéral et combatif de la plate-forme, ce qui à son tour mène à l'autonomisation des structures centrales du parti vis-à-vis la base, c'est-à-dire au verticalisme.

Coalition électorale ou campagne anti-néolibérale

La marginalisation si ce n'est l'abandon du « parti de la rue » mènera l'UFP à l'électoralisme ce qui, concrètement parlant, ne peut que vouloir dire à une coalition

électorale « souverainiste » avec le PQ, dans le cadre ou non du Conseil de la souveraineté, au nom de la politique du moins pire imposée par le système uninominal à un tour.

Pourtant le caractère néolibéral — le « 'bon gouvernement' *néolibéral* » — et même réactionnaire — le « *bloc nationaliste traditionnel* » — du PQ semble reconnu par la direction de l'UFP du moins si l'on se fie à l'essai « *La crise du PQ, échec stratégique et effritement d'un monopole* » dont le président et le responsable au financement et au recrutement sont les auteurs (voir la site web de l'UFP).

Ceux-ci en déduisent, sous forme de questionnement, que « *l'histoire retiendra [peut-être] que la question de la mondialisation néolibérale sera l'axe de rupture principal entre le projet péquiste et les mouvements sociaux progressistes.* » Cette rupture annoncée et souhaitée les amène à proposer que « *[l]e recoupement de ces deux axes [gauche-droite] et 'souveraineté-fédéralisme' en faveur du projet national commande une conjoncture et un « momentum » particulièrement favorables.* » Ils proposent plutôt de reconstruire la « *coalition souverainiste* » en « *consult[ant] le peuple sur le projet de pays et sur la façon d'y arriver.* »... dans le cadre du Conseil de la souveraineté, car « *c'est l'un des mandats qu'[il] s'est donné...* » même, ce que le texte ne le dit pas, si ce Conseil est sous la coupe du PQ, sa direction nationale, particulièrement son président, étant nommée par le PQ.

Dans le cadre du Conseil de la souveraineté, l'UFP présenterait sa proposition d'Assemblée constituante. Selon le responsable au recrutement et au financement, dans sa chronique de novembre-décembre 2004 dans *Canadian Dimension*, « *[u]n mandat pour commencer le projet doit être sollicité lors de la prochaine campagne électorale. [...] Plusieurs des membres présents [au Forum national des 1^{er} et 2^e octobre du Conseil de la souveraineté], notamment le député et ancien ministre Jean-Pierre Charbonneau, ont appelé à une coalition électorale pour ne pas diviser le vote étant donné l'urgence de la question nationale. Plusieurs des membres de la base du PQ sont ouverts à cette idée mais pas la direction.* » (ma traduction)

Logiquement donc, le choix du cadre du Conseil de la souveraineté conduit à la coalition électorale avec le PQ quitte à l'imposer en créant un rapport de force puisque la direction du PQ n'en veut pas.

Comment créer ce rapport de force ? En fusionnant avec Option citoyenne, d'où l'importance cruciale que ce pré-parti accepte d'être souverainiste quitte à ne pas en faire la clef de voûte de son orientation politique. En contrepartie, la direction de l'UFP est prête à faire silence tant à propos du social-libéralisme d'OC (voir mon texte « *La vision économique d'Option citoyenne 'Pour une économie responsable et solidaire'... néolibérale* » sur la Tribune libre du site web de l'UFP) que sur son caractère purement électoraliste quitte même à adapter l'UFP à OC sur ces deux points. Reste la question de la direction, non pas l'enjeu verticalisme versus démocratie participative, mais celui du verticalisme charismatique versus verticalisme collégial. En effet, la direction de l'UFP ne tient pas à être évincée par une chefferie charismatique, ce que la direction d'OC semble avoir compris.

On pourrait ici reprocher à la direction de l'UFP de vouloir être au PQ ce que le Parti communiste français ou le Parti vert français sont au Parti socialiste, c'est-à-dire la

caution de gauche et verte du social-libéralisme, par un discours antinéo-libéral, l'appui aux luttes et la présence aux manifestations. On nous répondra qu'il y a ici une différence essentielle soit la lutte pour l'indépendance qui justifie la construction d'une coalition au détriment de tout le reste s'il le faut. On leur rétorquera que le Scottish Socialist Party n'a nullement fait d'alliance ou d'arrangement électoral avec l'équivalent du PQ écossais ce qui a même obligé celui-ci à montrer un visage davantage de gauche pour répondre à la pression du SSP. On nous répondra que le SSP a pu bénéficier d'un système électoral partiellement proportionnel auquel il doit d'ailleurs toutes ses élus.

Le système uninominal à un tour, ou la pseudo-réforme du PLQ qui ne permettra pas une percée facile de la gauche à cause de son seuil implicite élevé et son vote unique, est en effet un obstacle électoral de taille. La coalition électorale souverainiste, même seulement tactique, serait-elle l'astuce pour contourner cet obstacle ? D'un point de vue électoraliste, construire à l'extérieur du PQ un parti centriste et souverainiste le plus large possible, sorte de nouveau PQ au visage altermondialiste, pendant que SPQ-libre mènerait le débat à l'intérieur du PQ quitte, peut-être, à aller jusqu'à la menace de sortir et de rallier la fusion UFP/OC en cas de refus de la direction, est sans doute la meilleure tactique.

On ne saurait non plus renoncer d'emblée à percer dans les médias. Cette volonté traduit la nécessité de sortir de l'insignifiance sociale dont seuls les sectaires se satisfont. La question n'est donc pas la présence ou pas dans les médias mais la méthode pour y percer. La méthode électoraliste consiste à s'adapter aux monopoles médiatiques c'est-à-dire de se social-libéraliser de sorte à ce « *...[l'UFP se donne] des leaders crédibles et un discours réaliste qui passe dans les médias.* » comme l'affirme le responsable aux finances et au recrutement de l'UFP dans la revue *À bâbord* de février/mars 2005.

La méthode alternative est de s'imposer aux monopoles médiatiques en devenant des incontournables de la lutte sociale ce qui suppose d'être en mesure de dépasser l'étape du simple appui mécanique aux luttes. Pour ce faire, il faut être en mesure de comprendre la dynamique de la conjoncture des luttes politiques et sociales afin de proposer une orientation, des revendications essentielles et un plan d'action en s'appuyant sur les militants et militantes du parti présents dans celles-ci. Cette méthode conduit à d'abord penser stratégiquement de sorte à prendre l'initiative politique par des campagnes qui, par la force des choses, amènera le parti à confronter la politique de collaboration de classe des directions syndicales et populaires.

Être d'abord tactique ou d'abord stratégique ?

Est-ce que pactiser avec le PQ est la meilleure stratégie si le but est de créer un parti qui défende les intérêts du peuple travailleur c'est-à-dire qui tende vers l'anticapitalisme, la mobilisation et la démocratie participative ? Plusieurs camarades de l'UFP, dont bon nombre d'anticapitalistes, croient que l'on peut dissocier tactique et stratégie quitte à sacrifier, s'il le faut, l'acquis de la rupture avec les trois partis néolibéraux pour arriver à l'unité de la gauche. Cet « étapisme » tactique-stratégie mènera, puisqu'il existe une intime combinaison de ces deux éléments, à sacrifier la

stratégie à la tactique, le résultat final étant la cristallisation d'un parti social-libéral et néo-fédéraliste.

Il faut bien sûr s'attendre à ce que la dynamique de formation du nouveau parti passe par une étape centre-gauche, comme c'est en ce moment le cas en Allemagne (voir INPRECOR, janvier-février 2005) et comme ce fut le cas pour l'UFP entre l'élection de Mercier en avril 2001 et la fondation de l'UFP en juin 2002. Ce moyen terme reflète l'évolution de la conscience dans un contexte de mobilisation comme c'est en ce moment le cas en Allemagne et sans doute encore au Québec si l'on prend à témoin non seulement la grève de la SAQ, l'occupation momentanée de l'usine fermée d'Abitibi-Consol de Saguenay et la révolte de Chandler, même si ce ne sont plus les mobilisations de décembre 2003 et du 1^{er} mai 2004, mais aussi la très forte résistance sociétale à la privatisation encore plus grande du système scolaire et à la technopole de la santé au détriment des soins proprement dit au point de faire reculer le gouvernement et de provoquer une crise au sein du cabinet.

Encore faut-il, cependant, que la gauche anticapitaliste au sein du parti en devenir joue son rôle critique ouvertement et publiquement. C'est peut-être cela la différence entre l'Allemagne où la dynamique va à gauche et le Québec où elle va à droite depuis que la gauche anticapitaliste s'est tue pour se contenter de faire de la formation de temps à autre.

D'aucuns concluront que même ce résultat serait au Québec une avancée politique majeure créant un nouvel espace politique vers une nouvelle étape cette fois-ci vraiment anti-néolibéral tant au niveau de la plate-forme et du plan d'action que des préambule et manifeste. La création d'un parti social-libéral tactiquement souverainiste à géométrie variable serait-il une avancée, d'un point de vue de classe, par rapport à un parti national-populiste tactiquement social-démocrate ? Le passage de l'Union nationale au PQ a-t-il été une avancée ? Oui, bien sûr, mais plus d'un point de vue sociologique — le passage du Québec rural au Québec urbain et industriel — que d'un point de vue proprement politique, le passage à un parti de masse de gauche ayant été raté. Un nouveau parti social-libéral ne serait-il pas de même davantage un progrès sociologique vers un Québec cosmopolite et globalisé mais un nouvel échec politique ?

On nous répondra que ni le but stratégique ni les racines fondatrices antinéolibérales de l'UFP ne seront sacrifiés par une alliance électorale car, à part le parti pris souverainiste, chaque partenaire sera libre de son discours social. Ce serait là confondre le virtuel et le réel dans cette association du pot de fer et du pot de terre, ce serait ignorer les réels rapports de force en répandant l'illusion que la queue puisse secouer le chien comme le disent les anglophones. Sans compter qu'à juste titre, l'exécutif national, si l'on se fie au texte du président « *SPQ-Libre et l'UFP : ce qui nous rassemble, ce qui nous différencie* », remet en cause le caractère indépendantiste du PQ : « *D'ailleurs, qu'est-ce qui vous fait croire que ce parti est indépendantiste ? De la souveraineté association au beau risque sans parler de l'approche confédéraliste de monsieur Landry, ultimement, la direction de ce parti n'est-elle pas plus intéressée à gérer une province qu'à affronter le très dur combat qui mène à fonder un État souverain ?* » En effet.

Ce serait donc là une coalition électorale en porte-à-faux sur toute la ligne, une pure manœuvre opportuniste sous couvert d'astuce.

Admettons qu'un ou quelques députés UFP/OC puissent être élus grâce à cette astuce. Peu importe leurs discours, ils devraient leur élection au désistement du PQ avec lequel ils seraient mécaniquement solidaires malgré tous leurs hauts cris. Toute justification post mortem ne serait pas crédible. Ou bien le PQ aurait repris le pouvoir et il aurait beau jeu de démontrer que cela serait essentiellement dû à une récupération des votes adéquistes et même libéraux. Ou bien le PQ aurait raté la cible et alors il blâmera sa gauche pour l'avoir empêché de faire le plein des votes nationalistes de droite. Il ne faut pas ici confondre les difficultés conjoncturelles du PQ avec le rapport de forces structurel entre les nationalistes et les internationalistes au sein du camp souverainiste et même entre les nationalistes de gauche et ceux de droite. Seul un soulèvement social semblable à celui de la période 66-76 pourrait transformer une faille conjoncturelle en renversement structurel.

Soyons cependant optimistes et ignorons un instant être dans une conjoncture mondiale, pan-canadienne et québécoise d'offensive néolibérale. Admettons donc qu'un PQ gagnant fasse quelques concessions au peuple travailleur comme ce fut le cas après sa victoire électorale de 1976. Malgré tout, sa politique restera fondamentalement néolibérale et néo-fédéraliste à moins de croire aux miracles. Pas question donc de « *conditions gagnantes* » pour faire un nouveau référendum qui, de toute façon, dans ce contexte serait suicidaire à moins de faire l'hypothèse d'une révolte à l'Argentine, ce qui rendrait obsolète tous les petits jeux politiques. Que feront alors nos braves députés s'il y en a ? Prétendant la trahison, qu'ils savaient inévitable, soit ils déchireront leur chemise en public, soit ils la rationaliseront. La sagesse populaire y verra le bon vieil opportunisme des élites politiciennes pour qui la carrière est tout et les principes, rien.

Faut-il ajouter l'effet démobilisateur d'une telle campagne électorale où une grande partie des membres, probablement une bonne majorité, devraient faire campagne soit dans une circonscription qui n'est pas la leur, ce qui mène au déracinement, soit pour le PQ, au nom du *Anybody but Charest (ABC)* à la Françoise David ? On imagine aussi que nos campagnes dans les quelques circonscriptions ouvertes soit n'auraient de cesse, auprès de l'électorat de gauche antinéolibérale, de justifier leur tactique d'alliance minoritaire avec un parti néolibérale et néo-fédéraliste, soit de mettre de l'eau dans leur vin antinéolibéral programmatique pour gagner le vote des nationalistes de droite y compris péquiste. Belle schizophrénie en perspective.

Une campagne pour une grève générale

Certes, il faut créer un rapport de forces pour instaurer une réelle proportionnelle tout comme il faut en créer un pour amorcer un processus menant à une Assemblée constituante et aussi pour renverser les politiques néolibérales implantées par le PQ et maintenant par le PLQ. Ce rapport de forces se crée dans la rue sur la base d'une plate-forme d'urgence sociale par un parti dirigé par sa base selon un processus de démocratie participative. Comment faire cela dans l'actuelle conjoncture ? Les résolutions adoptées par le Conseil de l'Union de septembre 2004 fournissent le cadre :

« Il est proposé

- *que l'UFP fasse campagne pour une grève générale d'au moins 24 heures, incluant les secteurs public et privé et impliquant le mouvement étudiant, les groupes communautaires, le mouvement des femmes et autres, dans une opposition unitaire à la logique d'ensemble des politiques néolibérales du gouvernement Charest.*
- *que cette journée d'action, qui devra impliquer plus de gens que celle du 11 décembre 2003, soit présentée comme une étape dans une escalade de moyens de pressions pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée, dans le but d'obtenir le retrait des lois anti-syndicales et des reculs sociaux imposés à l'automne 2003 et l'abandon de la politique de réduction d'impôts au profit d'un réinvestissement dans la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté.*
- *que l'UFP se dote d'un secteur syndical/populaire responsable devant le Conseil de l'union chargé de coordonner notre travail dans ces milieux ».*

Dans la perspective de l'unité avec Option citoyenne, et dans l'esprit de la résolution du processus de négociation adopté au Conseil de l'Union de décembre 2004 invitant à construire des contacts à la base, on pourrait ajouter tout en l'adaptant, le point suivant rejeté lors du CU de septembre :

- *« que l'UFP propose à Option citoyenne et tout groupe politique ou social intéressé à faire partie d'une "coalition pour la grève générale" animant cette campagne. »*

Finalement, dans le contexte de la mobilisation mondiale pour la manifestation anti-guerre et anti-occupation du 19 mars 2005, il faudrait aussi donner suite à cette résolution votée en septembre :

« Il est proposé que l'on mette sur pied une commission de solidarité internationale afin de mieux coordonner le travail des membres de l'UFP sur les enjeux internationaux ainsi que dans la défense des droits des immigrantEs et réfugiéEs. »

Les directions des centrales syndicales ont abandonné à leur sort les grévistes de la SAQ — jusqu'à ce que la CSN les récupère à bout de souffle et sur le tard sans même leur donner accès à son fond de grève ni proposer un plan de mobilisation — alors qu'il est clair que le gouvernement Charest veut en faire un exemple en vue du règlement avec le secteur public et para-public. L'UFP aurait eu l'occasion d'amorcer cette campagne sur le terrain autour d'une mobilisation de ses membres en soutien à ce syndicat. Il aurait été tout à fait possible, à la hauteur de nos forces et en accord avec le syndicat, d'être présent sur les lignes de piquetage et, par exemple, de distribuer dépliant ou tract sur les lieux de travail et dans les quartiers. (Il est aussi possible que le mouvement étudiant se mobilise contre l'endettement étudiant envenimé par la récente hausse des prêts au détriment des bourses. Ne faudrait-il pas aussi réfléchir dès maintenant à un mode d'intervention en rapport aux trois journées de grève d'ici juillet annoncées par la CSQ ?)

Non seulement une telle campagne nous inscrirait au cœur des luttes sociales et donc nous enracinerait auprès du peuple travailleur mais elle créerait aussi une dynamique de fusion avec Option citoyenne sur la base du parti de la rue garant d'un anti-néolibéralisme et d'un indépendantisme conséquents. Pour y arriver, il faut cependant que l'UFP renverse ses priorités d'action : d'abord la campagne contre les politiques néolibérales dans le cadre de laquelle doit se faire la fusion avec Option citoyenne. Ainsi sortirions-nous des ornières de la *« politique traditionnelle »* de sorte

à « *renouveler la politique* » comme le disent le président et le responsable au financement/recrutement de l'UFP.

Ce débat de fond sur la tactique de construction du parti de gauche de masse ne saurait être reporté plus longtemps sous prétexte que parler de coalition électorale serait prématuré alors que le sujet est sur toutes les lèvres. La coalition électorale est en effet la conclusion logique de l'actuelle tactique de construction électorale de ce parti, ce qui donnera un parti centriste et non pas un parti de gauche. Un parti construit sur la base de campagnes, par contre, aboutira à un parti de gauche. Il serait en effet souhaitable que ce débat se fasse dès maintenant dans les instances locales en vue d'être le principal point à l'ordre du jour du prochain Conseil de l'Union.

Marc Bonhomme, 14 janvier/5 et 18 février 2005